

Le cynisme de nos gouvernants

Voici ce que nous pouvons lire parmi les objectifs affichés de nos gouvernements... !

“Si l'on diminue les dépenses de fonctionnement, il faut veiller à ne pas diminuer la quantité de service, quitte à ce que la qualité baisse.

On peut réduire, par exemple, les crédits de fonctionnement aux écoles et aux universités, mais il serait dangereux de restreindre le nombre d'élèves ou d'étudiants.

Les familles réagiront violemment à un refus d'inscription de leurs enfants, mais non à une baisse graduelle de la qualité de l'enseignement.

Cela se fait au coup par coup, dans une école et non dans un établissement voisin, de telle sorte qu'on évite un mécontentement général de la population.”

Cahier de politique économique n°13 de l'OCDE, 1996, page 30

(L'OCDE est une organisation regroupant les gouvernements de 30 pays dont la France et dont l'objectif est de développer l'économie de marché.)

Comment notre gouvernement œuvre-t-il pour nuire au service public d'éducation ?

L'ensemble du système éducatif est touché.

Plus d'accueil des enfants de 2 ans en maternelle

L'accueil des enfants de 3 ans n'est plus obligatoire pour les écoles

Les écoles rurales ferment, engendrant des classes à effectifs lourds (plus de 30 enfants), des transports importants pour les enfants, des structures importantes générant violence et inconfort pour nos enfants.

Les petits collèges ruraux ferment pour être rattachés aux collèges usines.

Les crédits sont coupés dans les lycées : les projets ne peuvent être menés.

La première visée est l'école rurale, école de proximité et de qualité.

Les décisions administratives de fermeture ne sont pas anodines : il ne s'agit pas simplement d'un contexte de resserrage de budget mais bien d'un mensonge organisé afin de réduire la qualité du service public d'éducation. Que ce soient la mise en place de nouveaux programmes, les projets de regroupements d'école, les restrictions budgétaires, la suppression de l'autonomie de petits collèges... tout contribue à constituer un système éducatif centralisé, urbanisé, délaissant le territoire rural.

On nous confisque l'école publique pendant qu'on nous impose de financer toujours plus l'enseignement privé. C'est bien là un des objectifs. Les responsables économiques ont conscience que l'ouverture du marché de l'éducation serait bien plus enrichissante que la première révolution industrielle !

Quelle école voulons nous pour nos enfants ?

L'école de proximité est une école de grande qualité.

Bien souvent, les communes tiennent à leur école et à leur collège. Elles les maintiennent en bon état (les écoles et collèges urbains pourraient pâlir devant !), investissent pour l'accueil des enfants.

Dans les petites structures, les parents, les enseignants et les élus ont plus de facilité à travailler ensemble dans l'intérêt des enfants. Pourtant...

Une école pour nos enfants et non pour l'économie.

Nous voulons d'une école à laquelle chacun puisse avoir accès, sur l'ensemble du territoire, sans inégalités.

Nous voulons une école de proximité qui dynamise les territoires ruraux, qui reste proche du lieu de vie des enfants, qui soit respectueuse de la vie de chacun et qui favorise le dialogue entre tous les acteurs de l'école.

Nous voulons que l'école rurale soit gérée par ceux qui sont concernés et non par des personnels administratifs qui vivent en ville et appliquent leurs modèles sans aucune considération.

Nous voulons que la spécificité et la qualité de l'école rurale soient prises en compte !